



## Ventes à distance

### **-PROFESSIONNELS-**

#### **À destination du Luxembourg**

##### **A. Liminaire**

La présente s'applique aux ventes de produits soumis à accise **par internet** à destination du Grand-Duché de Luxembourg et expédiés d'un autre Etat membre de la Communauté Européenne.

Elle ne s'applique pas aux mouvements intracommunautaires de produits soumis à accise en **régime suspensif** effectués par les entrepositaires agréés et/ou les destinataires et expéditeurs enregistrés.

La notice suivante donne un aperçu sur les formalités à accomplir dans pareils cas.  
[http://www.do.etat.lu/acc/Notices\\_information/Documents/Notice\\_Information\\_Reglementation\\_accise\\_%20052014.pdf](http://www.do.etat.lu/acc/Notices_information/Documents/Notice_Information_Reglementation_accise_%20052014.pdf)

Il y a lieu de préciser que la procédure à suivre en cas d'achats de produits soumis à accise toutes taxes comprises (TTC) **pour les besoins personnels et transportés par l'acheteur** lui-même (sans caractère commercial) est définie dans la notice d'information ad hoc.  
[http://www.do.etat.lu/acc/Notices\\_documents/Notice\\_information\\_Part.pdf](http://www.do.etat.lu/acc/Notices_documents/Notice_information_Part.pdf)

Par contre, les envois/transports par l'intermédiaire d'une personne (un professionnel ou un particulier) autre que le destinataire final sont considérés comme ayant un **caractère commercial** et doivent suivre les règles ci-après.

Donc, les ventes sur internet de produits soumis à accise par des entreprises établies dans d'autres Etats membres à des personnes (physiques ou morales) établies dans le pays LU doivent être effectués conformément aux dispositions de la présente note.

##### **B. Définition**

Lorsque des fournisseurs établis hors Luxembourg désirent vendre des produits soumis à accise, **qui ont déjà été mis à la consommation dans un autre Etat membre (TTC)**, à des personnes établies au Luxembourg qui n'ont pas la qualité d'entrepositaire agréé ou de destinataire enregistré (particuliers p.ex.), et lorsque ces produits sont expédiés ou transportés directement ou indirectement par le fournisseur étranger même, ou pour son propre compte, le vendeur étranger doit prouver à son autorité compétente qu'il a **garanti le paiement** de l'accise et de la TVA au Luxembourg **préalablement à l'expédition**.

A titre d'exemple : Le vendeur désire vendre du vin à un client établi au Luxembourg et l'y acheminer soit par ses propres moyens, soit en faisant appel à une société de transport.

### **C. Démarches**

Le vendeur ( étranger ) est tenu de se conformer aux prescriptions suivantes :

- a) préalablement à l'expédition des produits soumis à accise, enregistrer son identité et garantir le paiement des droits d'accise auprès de l'Administration des douanes et accises au Luxembourg. Ceci est applicable pour chaque produit soumis à accise et avant **chaque** envoi;
- b) acquitter les droits d'accise et la TVA après l'arrivée des produits soumis à accise, selon les modalités fixées par les dispositions en vigueur;
- c) tenir une comptabilité des livraisons des produits soumis à accise et indiquer à son autorité compétente le lieu où ces produits sont livrés.

Le dépôt de la garantie mentionnée sub. a) est attesté par la délivrance d'un certificat de cautionnement par l'Administration des douanes et accises au Luxembourg. Il est à noter qu'un tel certificat sera émis par type de produit d'accise.

À la présentation du certificat de cautionnement luxembourgeois, un document d'accompagnement simplifié (DSA), prévu par le Règlement CE N° 3649/92 de la Commission du 17 décembre 1992, relatif à la circulation intracommunautaire de produits soumis à accise, qui ont été mis à la consommation dans l'Etat membre de départ, sera établi par l'autorité compétente du pays du vendeur.

Le transport s'effectue sous le couvert des exemplaires 2 et 3 du DSA auxquels est joint le certificat de cautionnement.

Les produits et le DSA, ainsi que le certificat de cautionnement, doivent être présentés à l'Administration des douanes et accises au Luxembourg et les droits d'accise et la TVA doivent être acquittés.

L'exemplaire 3 du DSA doit être retourné, complété et visé par l'Administration des douanes et accises au Luxembourg, à l'autorité compétente du pays du vendeur.

Les produits soumis à accise mis à la consommation dans l'Etat membre d'expédition qui font l'objet de ventes à distance à destination du Luxembourg peuvent bénéficier du remboursement de l'accise au pays de départ à la demande de l'expéditeur et lorsque celui-ci ou son représentant fiscal s'est conformé aux conditions fixées par l'autorité compétente.

### **D. Récapitulatif**

- a) Vous disposez d'une société établie hors LU qui envisage de vendre par internet des produits soumis à accise à destination de clients établis au Luxembourg ;
- b) Vous devez vous enregistrer auprès de l'Administration des douanes et accises au Luxembourg et garantir le paiement de l'accise et de la TVA et ce avant chaque envoi ;
- c) Le certificat de cautionnement reçu de l'Administration des douanes et accises LU doit être présenté à votre autorité compétente ;

- d) Le document d'accompagnement simplifié (DSA) établi par votre autorité compétente doit accompagner les produits jusqu'au lieu de destination et être présenté à l'Administration des douanes et accises au Luxembourg ;
- e) L'accise et la TVA luxembourgeoises doivent être acquittées ;
- f) L'exemplaire 3 du DSA doit être présenté à votre autorité compétente d'expédition, ensemble avec la preuve du paiement des droits d'accise luxembourgeois.

Il est à noter que le vendeur étranger peut être remplacé dans sa qualité de débiteur par un représentant fiscal au Luxembourg autre que le destinataire luxembourgeois.

Ce représentant fiscal sera alors responsable de la réception effective des marchandises et du paiement des droits d'accise.

Le représentant fiscal doit être établi au Luxembourg, être titulaire d'un numéro d'accise permanent au Luxembourg et se conformer aux prescriptions suivantes :

- a) préalablement à l'expédition des produits soumis à accise, enregistrer son identité et garantir le paiement des droits d'accise auprès de l'Administration des douanes et accises au Luxembourg.;
- b) acquitter les droits d'accise après l'arrivée des produits soumis à accise, selon les modalités fixées par les dispositions en vigueur;
- c) tenir une comptabilité des livraisons des produits soumis à accise et indiquer à l'Administration des douanes et accises le lieu où ces produits sont livrés.

#### **E. Remarques**

Si vous désirez vendre des produits soumis à accise qui n'ont pas encore été mis à la consommation à l'Etat membre d'expédition, vous devez d'abord vous faire enregistrer en tant qu'expéditeur enregistré ou entrepositaire agréé dans votre pays.

A titre d'exemple : Vous désirez vendre du vin à des clients au Luxembourg sous le régime de suspension des droits.

L'entrepositaire agréé est, entre autre, autorisé à recevoir, à détenir et à expédier des produits soumis à accise en suspension des droits.

Vos clients peuvent alors acheter des produits soumis à accise chez vous lorsqu'ils disposent d'une autorisation de « destinataire temporairement enregistré » ou suivant la procédure décrite dans la présente, en cas de ventes en régime acquitté.

Veuillez consulter la notice d'information à ce sujet :

[http://www.do.etat.lu/acc/Notices\\_information/Documents/Notice\\_Information\\_Reglementation\\_accise\\_%20052014.pdf](http://www.do.etat.lu/acc/Notices_information/Documents/Notice_Information_Reglementation_accise_%20052014.pdf).

#### **Base légale :**

Règlement ministériel du 18 mars 2010 portant publication de la loi belge du 22 décembre 2009 relative au régime général d'accise transposant la Directive 2008/118/CE du Conseil du 16 décembre 2008 et abrogeant la Directive 92/12/CE en la matière.